

SOCIÉTÉ DES NATIONS
ACTES DE LA DEUXIÈME ASSEMBLÉE
SÉANCES PLÉNIÈRES

GENÈVE 1921.

LEAGUE OF NATIONS
THE RECORDS OF THE SECOND ASSEMBLY
PLENARY MEETINGS

GENEVA 1921.

NORVÈGE (*suite*)

Secrétaire :

M. Jacob Jorstad (secrétaire au Ministère des Affaires étrangères).

NOUVELLE-ZÉLANDE

L'honorable colonel sir James Allen, K.C.B. (Haut Commissaire).

Secrétaire :

M. C. Knowles.

PANAMA

Le Dr Raoul Amador (chargé d'Affaires à Paris).

PARAGUAY

Son Excellence le Dr Hector Velázquez (envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire).

Son Excellence M. Montero.

PAYS-BAS

Son Excellence M. le Jonkheer H. A. van Karnebeek (ministre des Affaires étrangères).

Son Excellence M. le Jonkheer R. de Marees van Swinderen (envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Londres, ancien ministre des Affaires étrangères).

M. le professeur A. A. H. Struycken (membre du Conseil d'Etat, membre de la Cour permanente d'arbitrage).

Suppléants :

M. le professeur M. W. F. Treub (député, ancien ministre des finances, ancien ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce).

M. le Jonkheer W. J. M. van Eysinga (professeur à l'Université de Leyde).

Conseillers techniques :

M. le Professeur J. P. A. François (chef de la Section des affaires de la Société des Nations du Ministère des Affaires étrangères).

M. le Dr H. W. Methorst (directeur du Bureau central néerlandais des statistiques).

Secrétaire :

M. le Dr C. H. J. Schuller tot Peursum (attaché à la légation).

M. le Dr Carsten (attaché à la légation, Secrétaire particulier du premier délégué).

Mme C. A. Kluyver (chef de bureau au Ministère des Affaires étrangères).

PERSE

Son Altesse prince Arfa-ed-Dowleh (ambassadeur, ancien ministre de la Justice).

Son Excellence l'émir Zoka-ed-Dowleh (envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Perse à Berne).

Secrétaire :

Prince Ekber-Mirza Maghrouri.
M. Renaud Becker.
M. A. M. K. Schéibany.
M. Nezameddine-Kham Khoï.

Attaché :

M. A. G. E'Tessam-Zadeh.

NORWAY (*continued*)

Secretary :

M. Jacob Jorstad (Secretary at the Ministry of Foreign Affairs).

NEW ZEALAND

Colonel the Honourable Sir James Allen, K.C.B. (High Commissioner).

Secretary :

Mr. C. Knowles.

PANAMA

Dr. Raoul Amador (Chargé d'Affaires in Paris).

PARAGUAY

His Excellency Dr. Hector Velazquez (Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary).

His Excellency M. Montero.

NETHERLANDS

His Excellency Jonkheer H. A. van Karnebeek (Minister of Foreign Affairs).

His Excellency Jonkheer R. de Marees van Swinderen (Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in London, former Minister of Foreign Affairs).

Professor A. A. H. Struycken (Member of the Council of State, Member of the Permanent Court of Arbitration).

Substitutes :

Professor M. W. F. Treub (Member of the Chamber of Deputies, Former Minister of Finance, former Minister of Agriculture, Industry and Commerce).

Jonkheer W. J. M. van Eysinga (Professor at the University of Leyden).

Experts :

Professor J. P. A. François (Head of the Department of the Ministry of Foreign Affairs dealing with affairs of the League of Nations).

Dr. H. W. Methorst (Director of the Netherlands Central Bureau of Statistics).

Secretaries :

Dr. C. H. J. Schuller tot Peursum (Attaché to the Legation).

Dr. Carsten (Attaché to the Legation, Private Secretary to the First Delegate).

Madame C. A. Kluyver (Head of Department, Ministry of Foreign Affairs).

PERSIA

His Highness Prince Arfa-ed-Dowleh (Ambassador, Former Minister of Justice).

His Excellency the Emir Zoka-ed-Dowleh (Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Persia in Berne).

Secretaries :

Prince Ekber-Mirza Maghrouri.
M. Renaud Becker.
M. A. M. K. Schéibany.
M. Nezameddine-Kham Khoï.

Attaché :

M. A. G. E'Tessam-Zadeh.

SEIZIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

Jeudi 22 septembre 1921, à 10 heures 30.

Président : M. van KARNEBEEK.

RAPPORTS DE LA SIXIÈME COMMISSION SUR L'ADMISSION DE NOUVEAUX ÉTATS DANS LA SOCIÉTÉ DES NATIONS : ESTHONIE, LETTONIE, LITHUANIE.

M. le PRÉSIDENT. — L'ordre du jour appelle l'admission de nouveaux Membres dans la Société des Nations. Il semble que nous pourrions aborder en bloc l'examen de ces propositions. (*Adhésion.*)

J'invite M. le président et M. le rapporteur de la Commission à vouloir bien prendre place à la tribune.

(*M. de Gimeno, président, et M. Reynald, rapporteur de la sixième Commission, prennent place à la tribune.*)

La parole est à l'émir Zoka-ed-Dowleh, délégué de la Perse.

L'émir ZOKA-ED-DOWLEH (Perse). -- Monsieur le Président, chers collègues, partisan convaincu de la Société des Nations, je me réjouis de voir, enfin, le jour où, pour la seconde fois, des peuples libres et indépendants viennent frapper à la porte de cette Assemblée et solliciter leur admission parmi nous. Je me réjouis de ce que cette admission donnera à notre belle institution plus de force et de prestige.

Je m'en voudrais de continuer mon exposé avant d'avoir remercié les honorables membres de la sixième Commission et de la Sous-Commission spéciale dont j'ai suivi tous les débats et qui se sont donné beaucoup de peine afin de pouvoir proposer à l'Assemblée l'admission de l'Esthongie et de la Lettonie, Etats libres et reconnus *de jure* et *de facto* par la majorité des gouvernements, y compris celui des Soviets.

Je ne voudrais pas que l'Assemblée se bornât à ces deux admissions, mais qu'elle permet également à la Hongrie et à la Lithuanie, pays indépendants et reconnus comme tels, de faire aussi partie de la Société des Nations. Il faut espérer, en effet, que la Lithuanie s'entendra avec la Pologne et que la Hongrie promettra de remplir tous les engagements contractés par le Traité de Trianon. En effet, la Société des Nations doit devenir rapidement ce qu'elle doit être : une association universelle de tous les peuples libres du globe sans aucune exception, association librement consentie, ayant pour objet la collaboration pacifique de tous ses Membres,

SIXTEENTH PLENARY MEETING

Thursday, September 22nd, 1921, at 10.30 a.m.

President : M. van KARNEBEEK.

REPORTS OF COMMITTEE No. 6 ON THE AD- MISSION OF NEW MEMBERS TO THE LEAGUE OF NATIONS: ESTHONIA, LATVIA AND LITHUANIA.

The PRESIDENT.

Translation :

The first item on the agenda is the question of the admission of new Members to the League of Nations. I think we might consider these applications *en bloc*. (*Assent.*)

I call upon the Chairman and rapporteur of the Committee to come to the platform.

(*Count de Gimeno, chairman, and M. Reynald, rapporteur, of Committee No. 6, came to the platform.*)

The PRESIDENT.

Translation :

The Emir Zoka-ed-Dowleh, delegate of Persia, will address the Assembly.

The Emir ZOKA-ED-DOWLEH (Persia).

Translation :

Mr. President and gentlemen, as a sincere partisan of the League of Nations, I am extremely glad to see for a second time free and independent peoples knocking at the door of this Assembly and seeking admission among us. I am also glad because I know that their admission will give our institution further strength and further prestige.

Before continuing, I must thank the distinguished members of Committee No. 6 and of the special Sub-Committee. I followed all their discussions, and I know that they made every effort to be able to propose to the Assembly the admission of Estonia and Latvia, which are free States recognised *de jure* and *de facto* by the majority of Governments, including the Government of the Soviets.

I trust that the Assembly will not restrict itself to these two admissions, but that it will also allow Hungary and Lithuania, independent countries, which are recognised as such, to form part of the League of Nations. It is to be hoped that Lithuania will come to an agreement with Poland, and that Hungary will undertake to fulfil the engagements she entered into in the Treaty of Trianon. For the League of Nations must rapidly become what it was intended to be : a universal association of all the free peoples of the world without exception, an association freely agreed to, and having for its object the peaceful collaboration of all its Members,

dans le but de servir l'humanité tout entière. Sans cette universalité, la Société des Nations n'aura ni la force, ni l'autorité nécessaires pour faire exécuter les sages mesures qu'elle aura prises ; elle se heurtera souvent à des obstacles élevés par les Etats non Membres de la Société.

En voici quelques exemples.

Chaque fois, soit dans les séances plénières, soit dans les Commissions, que nous discutons la question du désarmement, certains Etats répondaient que, comme plusieurs grandes Puissances étaient restées en dehors de la Société, ils ne pouvaient désarmer sans qu'il en résulte un déséquilibre préjudiciable à la paix universelle.

Un autre exemple : certains Etats Membres de la Société concluent des accords sur la question du transit et des communications ou sur la limitation du trafic de l'opium. Or, il arrive qu'un Etat non Membre de la Société, comme la Hongrie actuellement, se trouve placé au milieu de pays qui font partie de la Société. Le cas contraire peut également se présenter : un pays Membre de la Société — comme la Perse — a le désavantage d'être situé au milieu de pays non Membres. Vous pouvez toucher du doigt les difficultés auxquelles l'application de ces accords va se heurter.

Un troisième exemple : deux Etats sont en conflit à propos d'une affaire de frontière. Un seul de ces Etats est Membre de la Société des Nations. L'intervention et l'arbitrage de la Société ne serviront pas à grand'chose, l'Etat non Membre n'étant pas obligé de se soumettre aux décisions de l'Assemblée.

Ce cas s'est, d'ailleurs, présenté. Il y a deux ans environ, un différend surgit entre la Perse, la Russie et l'Azerbaïdjan du Caucase. La Perse s'adressa — comme c'était son devoir — au Conseil de la Société des Nations, qui se trouvait alors à Londres. Le Conseil lui répondit que la Russie et l'Azerbaïdjan n'étant pas "Membres de la Société, il ne pouvait intervenir utilement et qu'il valait mieux s'arranger directement entre intéressés. C'est ainsi que mon gouvernement fut amené à déléguer son représentant à Moscou et à Bakou afin de conclure un traité et mettre fin au conflit. Ce traité, après ratification par le parlement, sera soumis au Secrétariat général pour être enregistré.

Je suppose, Messieurs, qu'après ces explications, vous voudrez bien me faire l'honneur d'avouer qu'il n'y a plus aucune raison de refuser l'admission des nouveaux Membres qui nous donneront les garanties exigées par le Pacte.

Les candidats qui se présentent aujourd'hui sont des Etats indépendants, ayant un gouvernement stable, un régime démocratique et une constitution bien définie. Je propose donc à l'Assemblée de ne plus différer l'admission des quatre candidats actuels. J'espère que, ce faisant, elle engagera à venir à elle les quelques Etats qui ne veulent pas ou qui, pour quelque raison que ce soit, ne demandent pas encore leur admission.

Ceux d'entre vous, Messieurs, qui ont assisté aux délibérations de la dernière Assemblée, se rappelleront peut-être les paroles que je prononçais dans une séance comme celle-ci, où l'admission des nouveaux Membres était à l'ordre du jour. Je disais que, si nous ne réussissons pas à faire entrer dans la Société des Nations tous les Etats du globe, il arrivera peut-être un jour où les Etats-Unis, ou quelque autre puissance, songeront à créer cette Société des Nations universelle. Ces paroles sont enregistrées dans les comptes rendus officiels de l'Assemblée. Vous pouvez constater aujourd'hui que je ne me trompais pas de beaucoup, puisque l'on a fini par convaincre à Washington plusieurs Etats, Membres de notre Société, afin d'y parler du désarmement général. Et rien ne prouve que l'on n'en arrivera pas au projet d'une nouvelle Société des Nations.

Chers collègues, nous avons le devoir d'agir en toute équité, afin de ne pas diviser le monde en deux Sociétés des Nations, mais d'en faire une seule et unique.

and for its aim the service of all humanity. Lacking this universality, the League of Nations would have neither the requisite strength nor authority to enforce the wise measures it might take ; it would ever be confronted with obstacles raised by the States which are not Members of the League.

May I give a few examples ?

On each occasion, either in plenary meeting or in committee, when we have discussed the question of disarmament, various States asserted that, as several Great Powers remained outside the League, they could not disarm without causing lack of balance which would endanger the peace of the world.

A further example : certain States Members of the League come to an agreement on the question of transit and communications, or on the limitation of the opium traffic ; it may happen that a State which is not a Member of the League, as, for example, Hungary at present, may be situated between countries which are Members. The opposite case may also arise : a country belonging to the League, such as Persia, may have the disadvantage of being situated among non-Member countries. The difficulties which will arise in such cases in the execution of these agreements are obvious.

A third example : supposing two States have a dispute with regard to a frontier, and that one of those States is a Member of the League of Nations ; the intervention and arbitration of the League will not be of great avail, as the non-Member State will not be compelled to submit to the decisions of the Assembly.

This situation has in point of fact arisen. About two years ago there was a dispute between Persia, Russia and Caucasian Azerbaidjan. Persia appealed, as was her duty, to the Council of the League of Nations then sitting in London. The Council answered that, as Russia and Azerbaidjan were not Members of the League, it could not intervene with any effect, and it was preferable that the parties concerned should come to a direct arrangement among themselves. Thus it came about that my Government sent a representative to Moscow and to Baku to conclude a treaty, and put an end to the dispute. After ratification by Parliament, this treaty will be submitted to the Secretary-General for registration.

I presume, gentlemen, that after these explanations you will do me the honour to admit that there is no reason for refusing the admission of the new Members, who will afford all the guarantees required by the Covenant.

The present candidates are independent States possessing a stable Government, a democratic regime and a clearly defined constitution. I propose therefore that the Assembly admit these four candidates without further delay. I hope that in so doing it will attract the various States who do not wish to join the League, or who, for some reason or other, have not yet requested admission.

Those of you, gentlemen, who were present at the discussions of the last Assembly will perhaps remember my speech at a meeting which, like the present, was concerned with the admission of new Members. On that occasion I said that, if we did not admit all the States of the world to the League of Nations, there might come a day when the United States or some other Power would consider the creation of a universal League of Nations of this kind. My words are to be found in the official records of the Assembly. As you see to-day, I was not very far wrong, as several States Members of our League have been convened at Washington to discuss general disarmament. There is nothing to show that the next step will not be a scheme for a new League of Nations.

Gentlemen, our duty is to act with complete justice, so that we may establish one single League of Nations and not divide the world between two Leagues.

Nous devons suivre les principes sacrés de la justice pour ne pas donner prise aux détracteurs de la Société et prouver au monde entier que cette Société, siégeant à Genève, est au-dessus de certains préjugés.

Je crois, Messieurs, en l'esprit de justice et d'objectivité qui vous anime, vous et les nations que vous représentez, et c'est pour cela que je me plaît à croire que l'admission de tous les candidats ayant accepté les conditions du Pacte sera votée à une magnifique unanimous.

Il va sans dire que la délégation persane votera en faveur de l'admission des Etats présentés par la Commission.

ADMISSION DE L'ESTHONIE.

M. le PRÉSIDENT. — La parole est à M. Reynald, rapporteur de la sixième Commission.

M. REYNALD (rapporteur). — Messieurs, je n'ai pas l'intention de répondre aux paroles qui ont été prononcées par l'honorables orateur qui m'a précédé.

Je me bornerai à faire observer que la demande d'admission de nouveaux Etats dans la Société des Nations ne pouvant pas faire l'objet d'une réponse générale, l'Assemblée, dans sa session précédente, a indiqué quelles étaient les conditions que l'on devait requérir des nouveaux Etats pour les admettre ; il en résulte que chaque demande comporte un examen particulier et c'est dans ces conditions qu'au nom de la sixième Commission je dois vous présenter maintenant un rapport sur l'examen de la demande présentée par le Gouvernement de l'Estonie (Annexe A, page 333).

Je pense que l'Assemblée voudra bien me dispenser de donner lecture complète d'un rapport qui lui a été remis ; j'épargnerai ainsi son temps et son attention. Je me contenterai de dire que, sur les cinq questions auxquelles se résument les conditions et les exigences légitimes de la Société des Nations vis-à-vis des nouveaux Etats qui demandent à entrer dans son sein, la documentation que nous avons recueillie a permis de répondre d'une façon favorable.

En outre, le Gouvernement de l'Estonie s'est engagé, par une déclaration jointe au dossier, à satisfaire immédiatement à tous les désirs exprimés par la Société des Nations en ce qui concerne les mesures destinées à assurer la protection des minorités.

Dans ces conditions, votre sixième Commission a l'honneur de recommander à l'approbation de l'Assemblée la demande du Gouvernement esthoniens et elle vous propose d'admettre cet Etat dans la Société des Nations.

M. le PRÉSIDENT. — Personne ne demande plus la parole ?

Nous allons procéder au vote.

La majorité des deux-tiers étant requise, il est nécessaire de voter par appel nominal.

L'année passée, l'Assemblée, par dérogation aux règles de procédure, a décidé que MM. les délégués répondraient de

We must follow the sacred principles of justice lest we give a handle to the critics of the League, and we must prove to the whole world that this League at Geneva is uninfluenced by prejudice.

Gentlemen, I sincerely believe in the spirit of justice and impartiality which animates you, you and the nations which you represent, and it is for this reason that I am glad to hope that the admission of all the candidates who have accepted the conditions of the Covenant will be voted with magnificent unanimity.

I need scarcely add that the Persian delegation will vote in favour of all the requests for admission which are before us.

ADMISSION OF ESTHONIA.

The PRESIDENT.

Translation :

M. Reynald, rapporteur of Committee No. 6, will address the Assembly.

M. REYNALD, rapporteur.

Translation :

Gentlemen, I have no intention of making a formal answer to the speech which has just been delivered by the distinguished delegate who preceded me.

I would merely point out that, as the request for admission of new States to the League of Nations cannot be made the subject of a general reply, the Assembly in its previous session laid down the conditions which should be required of new States for their admission. It follows from this that each request entails a special examination, and it is according to these conditions that I now submit the report of Committee No. 6, on the consideration of the request made by the Government of Estonia (Annex A, page 333).

The Assembly, I hope, will not insist upon my reading the full text of the report on this subject, which has already been circulated. I propose to save the time of the Assembly by restricting myself to the statement that there are five questions which constitute the conditions and legitimate demands made by the League of Nations upon new States who wish to enter the League, and that, in this case, the information which we have received has enabled us to pronounce a favourable judgment in regard to all five questions.

Moreover, the Estonian Government has undertaken, in a declaration annexed to her application, to give immediate satisfaction in respect of the desires expressed by the League of Nations in regard to measures for the protection of minorities.

Under these circumstances, Committee No. 6 begs to recommend the Estonian Government's request for the Assembly's approval, and to propose that this State be admitted to the League of Nations.

The PRESIDENT.

Translation :

Does any member wish to speak ?

As no one wishes to speak, we shall proceed to vote.

As a two-thirds majority is required, we must vote by roll-call.

Last year, in derogation of the Rules of Procedure, the Assembly decided that delegates should answer to the roll-

leur place à l'appel nominal par « oui » ou par « non », sans monter à la tribune.

Je vous propose de suivre ce précédent. (*Assentiment.*)

(*Il est procédé au vote par appel nominal.*)

Ont voté pour :

Afrique du Sud, Albanie, Australie, Autriche, Belgique, Bolivie, Brésil, Empire britannique, Bulgarie, Canada, Chili, Chine, Colombie, Costa-Rica, Cuba, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Inde, Italie, Japon, Libéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Perse, Roumanie, Siam, Suède, Suisse, Uruguay, Venezuela.

Absents et abstentions :

Argentine, Guatémala, Haïti, Honduras, Luxembourg, Nicaragua, Pérou, Pologne, Portugal, Salvador, Etat serbe-croate-slovène, Tchéco-Slovaquie.

M. le PRÉSIDENT. — Voici, Messieurs, les résultats du scrutin :

| | | |
|-----------------------------------|----|------|
| Pour l'admission | 36 | voix |
| Contre l'admission | 0 | » |
| Abstentions et absents | 12 | » |
| Majorité des deux tiers | 24 | » |

La demande d'admission de l'Estonie a réuni la majorité requise des deux-tiers des suffrages.

En conséquence, je déclare l'Estonie admise dans la Société des Nations. (Applaudissements prolongés.)

ADMISSION DE LA LETTONIE.

M. le PRÉSIDENT. — La parole est à M. Reynald, rapporteur de la sixième Commission.

M. REYNALD (rapporteur). — En ce qui concerne l'admission de la Lettonie, votre Commission a l'honneur de vous apporter également des conclusions favorables (Annexe B, page 335). En effet, au questionnaire dressé par le Conseil de la Société des Nations, la Lettonie a fourni des réponses satisfaisantes ; elle a également répondu au vœu de la Société au sujet de la protection des minorités.

Dans ces conditions, au nom de la sixième Commission, j'ai l'honneur de recommander à votre admission la demande de la Lettonie.

M. le PRÉSIDENT. — Personne ne demande la parole ? Nous allons procéder au vote par appel nominal.

(*Il est procédé au vote par appel nominal.*)

call by saying "Yes" or "No" from their seats, without coming up to the platform.

I propose that we follow this precedent. (*Assent.*)

The voting will now begin.

(*A vote was taken by roll-call.*)

The following States voted in favour of the motion :

South Africa, Albania, Australia, Austria, Belgium, Bolivia, Brazil, British Empire, Bulgaria, Canada, Chile, China, Colombia, Costa Rica, Cuba, Denmark, Spain, Finland, France, Greece, India, Italy, Japan, Liberia, Norway, New Zealand, Panama, Paraguay, Netherlands, Persia, Roumania, Siam, Sweden, Switzerland, Uruguay and Venezuela.

The following abstained or were absent :

Argentine, Czechoslovakia, Guatemala, Haiti, Honduras, Luxembourg, Nicaragua, Peru, Poland, Portugal, Salvador and Serb-Croat-Slovene State.

The PRESIDENT.

Translation :

The result of the ballot is as follows :

| | |
|--|----|
| For admission | 36 |
| Against | 0 |
| Absent or abstaining | 12 |
| Two-thirds majority required | 24 |

Estonia's request for admission has thus obtained the requisite two-thirds majority.

I therefore declare Estonia admitted to the League of Nations. (Loud applause.)

ADMISSION OF LATVIA.

The PRESIDENT.

Translation :

M. Reynald, rapporteur of Committee No. 6, will address the Assembly.

M. REYNALD, rapporteur.

Translation :

With regard to the admission of Latvia, the Committee also begs to submit favourable conclusions (Annex B, page 335). Latvia has furnished satisfactory replies to the questionnaire submitted by the Council of the League of Nations : she has also responded to the recommendation of the League with regard to the protection of minorities.

Under these circumstances, I have the honour, on behalf of Committee No. 6, to recommend the acceptance of Latvia's request for admission to the League.

The PRESIDENT.

Translation :

If no one wishes to speak, we shall proceed to vote by roll-call.

The voting will now begin.

(*A vote was taken by roll-call.*)

Ont voté pour :

Afrique du Sud, Albanie, Australie, Autriche, Belgique, Bolivie, Brésil, Empire britannique, Bulgarie, Canada, Chili, Chine, Colombie, Costa-Rica, Cuba, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Haïti, Inde, Italie, Japon, Libéria, Nicaragua, Norvège, Nouvelle-Zélande, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Perse, Portugal, Siam, Suède, Suisse, Uruguay, Venezuela.

Absents et abstentions :

Argentine, Guatémala, Honduras, Luxembourg, Pérou, Pologne, Roumanie, Salvador, Etat serbe-croate-slovène, Tchécoslovaquie.

M. le PRÉSIDENT. — Voici, Messieurs, les résultats du scrutin :

| | |
|-----------------------------------|---------|
| Pour l'admission | 38 voix |
| Contre l'admission | 0 » |
| Abstentions et absents | 10 » |
| Majorité des deux tiers | 26 » |

La demande d'admission de la Lettonie a réuni la majorité requise des deux tiers des suffrages.

En conséquence, je déclare la Lettonie admise dans la Société des Nations. (Applaudissements prolongés.)

ADMISSION DE LA LITHUANIE.

M. le PRÉSIDENT. — La parole est à M. Poulet, rapporteur de la sixième Commission.

M. POULLET (rapporteur). — Le rapport concernant l'admission de la Lithuanie vous a été distribué (Annexe C, page 337.) Cette demande d'admission se présente exactement dans les mêmes conditions que celles de l'Estonie et de la Lettonie, c'est-à-dire que les cinq questions traditionnelles que votre Commission doit examiner, avant de vous présenter un rapport favorable à l'admission, ont été examinées. Les réponses à ces questions sont favorables.

D'autre part, la Lithuanie s'est engagée à se conformer au vœu de l'Assemblée en ce qui concerne la protection des minorités.

En conséquence, la sixième Commission vous propose l'admission de la Lithuanie. (Applaudissements.)

M. le PRÉSIDENT. — Personne ne demande la parole ?

Il va être procédé au scrutin par appel nominal.

(*Il est procédé au vote par appel nominal.*)

Ont voté pour :

Afrique du Sud, Albanie, Australie, Autriche, Belgique, Bolivie, Brésil, Empire britannique, Bulgarie, Canada, Chili, Chine, Colombie, Costa-Rica, Cuba, Danemark, Espagne, Fin-

The following States voted for the motion :

South Africa, Albania, Australia, Austria, Belgium, Bolivia, Brazil, British Empire, Bulgaria, Canada, Chile, China, Colombia, Costa Rica, Cuba, Denmark, Spain, Finland, France, Greece, Haiti, India, Italy, Japan, Liberia, Nicaragua, Norway, New Zealand, Panama, Paraguay, Netherlands, Persia, Portugal, Siam, Sweden, Switzerland, Uruguay and Venezuela.

The following abstained or were absent :

Argentine, Guatémala, Honduras, Luxembourg, Pérou, Pologne, Roumanie, Salvador, Serb-Croat-Slovene State and Czechoslovakia.

The PRESIDENT.

Translation :

The result of the ballot is as follows :

| | |
|--|----|
| For admission | 38 |
| Against | 0 |
| Absent or abstaining | 10 |
| Two-thirds majority required | 26 |

Latvia's request for admission has thus obtained the requisite two-thirds majority.

I therefore declare Latvia admitted to the League of Nations. (Loud applause.)

ADMISSION OF LITHUANIA.

The PRESIDENT.

Translation :

M. Poulet, rapporteur of Committee No. 6, will address the Assembly.

M. POULLET, rapporteur.

Translation :

The report regarding Lithuania's request for admission has been distributed (Annex C, page 337). In this case the Committee begs to present a report of precisely the same character as the reports on the requests of Estonia and Latvia—that is to say, the Committee has examined the replies to the five essential questions and found these replies satisfactory.

Lithuania has, moreover, undertaken to conform to the recommendation of the Assembly with regard to the protection of minorities.

Committee No. 6 therefore proposes the admission of Lithuania to the League. (*Applause.*)

The PRESIDENT.

Translation :

If no one wishes to speak, we shall proceed to vote by roll-call.

The voting will now begin.

(*A vote was taken by roll-call.*)

The following States voted in favour of the motion :

South Africa, Albania, Australia, Austria, Belgium, Bolivia, Brazil, British Empire, Bulgaria, Canada, Chile, China, Colombia, Costa Rica, Cuba, Denmark, Spain, Finland,

lande, Grèce, Haïti, Inde, Italie, Japon, Libéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Perse, Portugal, Siam, Suède, Suisse, Uruguay, Venezuela.

Absents et abstentions :

Argentine, France, Guatémala, Honduras, Luxembourg, Nicaragua, Pérou, Pologne, Roumanie, Salvador, Etat serbo-croate-slovène, Tchéco-Slovaquie.

M. le PRÉSIDENT. — Voici, Messieurs, le résultat du scrutin :

| | |
|-----------------------------------|---------|
| Pour l'admission | 36 voix |
| Contre l'admission | 0 » |
| Abstentions et absents | 12 » |
| Majorité des deux tiers | 24 » |

La demande d'admission de la Lithuanie a réuni la majorité des deux tiers des suffrages.

En conséquence, je déclare la Lithuanie admise dans la Société des Nations. (Applaudissements prolongés.)

M. le PRÉSIDENT. — Tout en félicitant les trois nouveaux Etats de leur admission dans la Société, je me permets d'inviter leurs honorables délégués à présenter sans délai leurs pleins pouvoirs. Je prie en même temps la Commission de vérification des pouvoirs de reprendre ses fonctions et, si possible, de procéder à la vérification des pleins pouvoirs des représentants des trois nouveaux Etats dont il s'agit dans le courant de la journée.

COMMUNICATION DE M. LE PRÉSIDENT.

LETTER OF THE PRESIDENT. LETTER FROM THE COMMITTEE OF EXAMINATION.

M. le PRÉSIDENT. — Avant de passer à la question des communications et du transit, je dois donner à l'Assemblée lecture d'une lettre que je viens de recevoir de la part de M. le président de la Commission d'examen.

Cette communication présente un caractère d'urgence, car elle intéresse le travail même des Commissions :

« Monsieur le Président,

« J'ai l'honneur de vous informer que la Commission d'examen s'est réunie le samedi 17 septembre au Secrétariat, pour la prise en considération de la motion de M. Doherty, concernant la situation juridique de la Galicie orientale, qui est conçue dans ces termes :

« L'Assemblée de la Société des Nations exprime le vœu que le Conseil de la Société attire l'attention des Principales Puissances alliées et associées sur l'opportunité de régler à une date prochaine la situation juridique de la Galicie orientale. »

« La Commission propose à l'Assemblée le renvoi de cette motion à la sixième Commission.

« Veuillez agréer, Monsieur le Président, etc.

« (Signed) Robert CECIL,
« President of the Commission d'examen. »

Greece, Haiti, India, Italy, Japan, Liberia, Norway, New Zealand, Panama, Paraguay, Netherlands, Persia, Portugal, Siam, Sweden, Switzerland, Uruguay, Venezuela.

The following abstained or were absent :

Argentine, France, Guatémala, Honduras, Luxembourg, Nicaragua, Pérou, Pologne, Roumanie, Salvador, Serb-Croat-Slovene State, Czechoslovakia.

The PRESIDENT.

Translation :

The following is the result of the ballot :

| | |
|--|----|
| For admission | 36 |
| Against | 0 |
| Absent or abstaining | 12 |
| Two-thirds majority required | 24 |

Lithuania's request for admission has thus obtained the requisite two-thirds majority.

I therefore declare Lithuania admitted to the League of Nations. (Loud applause.)

I beg to congratulate the three new States on their admission to the League. I have the honour to ask the delegates of these States to present their credentials without delay. May I also request the members of the Committee for the Verification of Credentials to resume their duties, and, if possible, to proceed to the verification of the credentials of the representatives of these three new States in the course of the day ?

ANNOUNCEMENT BY THE PRESIDENT.

LETTER FROM THE COMMITTEE OF EXAMINATION.

The PRESIDENT.

Translation :

Before coming to the question of Communications and Transit, I must read a letter which I have just received from the Chairman of the Committee of Examination. This communication is of an urgent nature, as it concerns the work of the Committees :

“ Sir,

“ I have the honour to inform you that the Committee of Examination met on Saturday, September 17th, at the offices of the Secretariat, to consider Mr. Doherty's motion with regard to the legal status of Eastern Galicia, which is as follows :

“ The Assembly of the League of Nations expresses the wish that the Council of the League draw the attention of the Principal Allied and Associated Powers to the desirability of determining at an early date the legal status of Eastern Galicia. ”

“ The Committee proposes to the Assembly that this motion should be referred to Committee No. 6.

“ I have the honour to be, etc.

“ (Signed) Robert CECIL,
“ Chairman of the Committee
of Examination.”